



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2013**

**GROUPE III
HAUTE AUTORITE DE L'AEROPORT
LEOPOLD SEDAR SENGHOR
(HAALSS)**

RAPPORT DEFINITIF

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal
Ce document contient 24 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/OS/2015-05/577



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	5
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	15
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	15
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	17
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	17

3.2.3.2	<i>Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP</i>	17
3.2.4	<i>Marchés conclus par AOR</i>	17
3.2.5	<i>Marchés de prestations intellectuelles</i>	17
3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	17
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	18
3.2.8	<i>Avenants</i>	18
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	18
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	18
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	18
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	18
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	19
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	20
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	21
7.	<i>ANNEXE</i>	22
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	22
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	24

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
APIX	Agence de Promotion des Investissements et grands travaux
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CDC	Caisse de Dépôt et de Consignation
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CFA	Communautés Financières d'Afrique
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TDR	Termes de référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- ✚ la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
- ✚ et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;

- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de faciliter l'introduction du consultant auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été est pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;
- ✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :
 - Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
 - Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;

- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

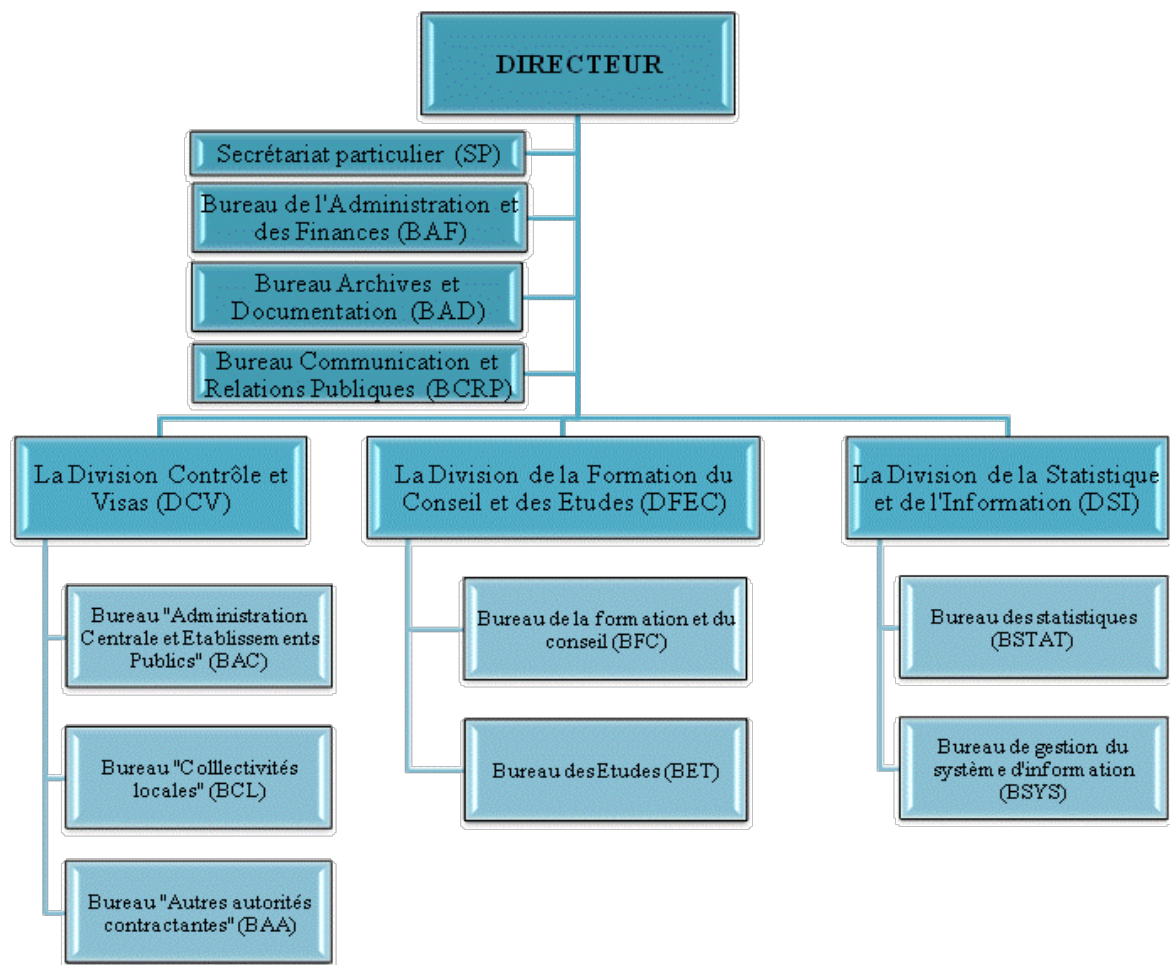
Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

La Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor (HAALSS) est une structure administrative créée par décret présidentiel 2001-743 du 01 octobre 2001. Elle est rattachée au Premier Ministre et placée sous la tutelle technique du Ministre chargée de l'aviation civile.

La Haute Autorité a pour mission d'assurer la sûreté des personnes, des biens et des aéronefs dans l'enceinte de la zone aéroportuaire. A ce titre, elle est chargée, entre autres :

- De l'application des consignes de sûreté en relation avec les services compétents basés à l'aéroport ;
- De l'inspection des passagers et de leurs bagages ;
- De la délivrance des titres d'accès à l'aéroport ;
- Du contrôle des accès et de la circulation des personnes et des biens à l'intérieur des zones réservées de l'aéroport ;
- De la réalisation d'enquêtes, d'inspections et de vérifications relatives à la sûreté de l'aéroport ;
- Du suivi de l'application des recommandations issues des réunions des comités de sûreté et des organismes compétents en matière de contrôle de la sûreté ;
- De la formation des personnels responsables de la sûreté ;
- De la mise en place des mesures de sensibilisation de tous les usagers de l'aéroport aux problèmes de la sûreté de l'aviation civile ;
- De la définition des moyens d'intervention appropriés à mettre en place en cas de menace ;
- De la formulation de recommandations en matière de sûreté à prendre en compte dans les plans d'aménagement et des installations aéroportuaires ;
- De la mise en œuvre d'une manière générale des normes et pratiques recommandées par l'Organisation de l'Aviation Civile internationale dans le domaine de la sûreté.

Les activités de la HAALSS sont précisées par une lettre de mission que lui adresse le Premier Ministre en liaison avec le Ministre chargé de l'aviation civile.

3.1.2 Commission des marchés

Nous avons reçu la décision pourtant nomination des membres de la Commission des marchés de la HAALSS au titre de l'année 2013. Toutefois, le document mis à notre disposition n'est ni numéroté, ni daté.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

Nous avons reçu, la décision N°00000037/HAALSS/SG/SF/SP2 portant nomination des membres de la Cellule de passation des marchés à la Haute Autorité de l'Aéroport L.S.S. Nous n'avons relevé d'anomalies significatives.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP, ceci en violation l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Le Plan de passation des marchés, ne présente pas d'anomalies significatives.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'Avis Général de passation des marchés, ne présente pas d'anomalies significatives.

3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sedar Senghor n'est pas exhaustif. De plus les dossiers de marchés ne sont pas correctement tenus.

3.1.7 Autres

Non applicable.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1 Echantillon

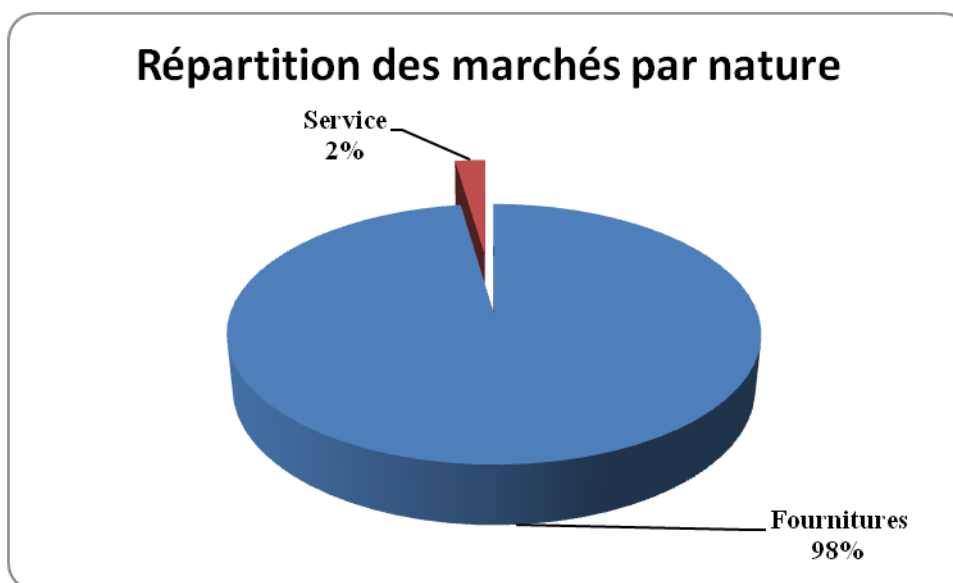
Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sedar Senghor.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	03	53 041 000	03	53 041 000	100%	100%
Demande de renseignements et de prix (DRP)	04	14 639 382	04	14 639 382	100%	100%
TOTAL	07	67 680 382	07	67 680 382	100%	100%

Remarque : Les trois (03) appels d'offres qui sont mentionnés dans la liste des marchés obtenue de la HAALSS, ont été lancés en 2012 et avaient déjà fait l'objet d'une revue lors de l'audit des marchés publics pour la gestion 2012. Par conséquent, ils n'ont pas été audités.

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe ci-dessous :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 98% de marchés de fournitures pour un montant de 66 135 560 FCFA
- 02% de marchés de services pour un montant de 1 544 822 FCFA

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	50 000 000
Travaux	30 000 000
Prestations intellectuelles	30 000 000
Services	30 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP

Non n'avons pas relevé de marchés atteignant le seuil de revu de la DCMP.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP

Les marchés passés par appels d'offres qui sont mentionnés dans la liste des marchés obtenue de la HAALSS, ont été lancés en 2012 et avaient déjà fait l'objet d'une revue lors de l'audit des marchés publics pour la gestion 2012. Par conséquent, ils ont été retirés de l'échantillon.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par appel d'offres restreints.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous avons relevé sur les DRP ci-dessous, les constats suivants :

DRP : « Consommables pour la confection de badges, attribuée à SN DEV pour un montant de 6 100 600 FCFA TTC :

- La lettre d'invitation adressée à SN DEV, attributaire du marché, n'est pas déchargée par ce dernier pour attester de sa bonne réception.
- Les offres des différents soumissionnaires n'ont pas été obtenues, seule l'offre de l'attributaire du marché figure dans le dossier.
- Les clauses de pénalités de retard ne sont pas prises en compte.

DRP : « Fourniture de Macarons adhésifs, Transparents, autocollants d'accès véhicules à l'Aéroport », attribuée à AZURCOM Network Solutions pour un montant de 2 225 480 FCFA TTC, nous n'avons pas obtenu les lettres d'invitation, les offres des candidats sélectionnés, l'attestation de crédit ainsi que le bon de commande.

DRPs : « Assurance flotte automobile », attribuée à Colina Sénégal pour un montant de 1 544 822 FCFA et « Fourniture de stickers autocollants en 07 couleurs rainés et perforés », attribuée à Imprimerie Kalom Graphic pour un montant de 3 900 000 FCFA, nous n'avons pas obtenu les lettres d'invitation adressées aux candidats sélectionnés, les offres des soumissionnaires et l'attestation d'existence de crédit.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par Entente Directe.

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'Avenants.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Nous n'avons pas relevé de marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Les documents attestant de l'exécution des marchés ont été fournis. Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Les marchés de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sedar Senghor, n'ont pas fait l'objet d'une inspection physique car ils concernent des fournitures de consommation courante.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
DISPOSITIF ORGANISATIONNEL		
PAS D'ANOMALIES SIGNIFICATIVES RELEVÉES		
AOO		
NON APPLICABLE		
DRP		
1	« Consommables pour la confection de badges, attribuée à SN DEV pour un montant de 6 100 600 FCFA TTC La lettre d'invitation adressée à SN DEV, attributaire du marché, n'est pas déchargée par ce dernier pour attester de sa bonne réception.	Nous recommandons à la HAALSS, de faire matérialiser la réception des lettres d'invitation par les candidats sélectionnés.
2	Les clauses de pénalités de retard ne sont pas prises en compte.	Nous recommandons à la HAALSS de prévoir les clauses de pénalités de retard dans les contrats
3	Pour les DRPs : 1 « Fourniture de Macarons adhésifs, Transparents, autocollants d'accès véhicules à l'Aéroport », 2 « Assurance flotte automobile », 3 et « Fourniture de stickers autocollants en 07 couleurs rainés et perforés », nous n'avons pas obtenu : - les lettres d'invitation adressées aux candidats sélectionnés, - les offres des soumissionnaires et - l'attestation d'existence de crédit.	Nous recommandons à la HAALSS de mettre à la disposition des auditeurs l'ensemble des documents demandés dans le cadre de l'audit des marchés publics.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Le dernier audit des marchés publics de la HAALSS, remonte à 2014 et concerne la gestion de 2012.

Ci-dessous, le tableau des recommandations et leur niveau d'application :

Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 2012	Niveau d'application
Le niveau d'application des recommandations sur les appels d'offres n'a pu être vérifié, étant donné l'absence de marchés passés par appels d'offres pour la gestion 2013.	
Existence de commandes directes attribuées à plusieurs prestataires.	Résolu
S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.	Non résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Demandes de renseignements et de prix	Total	Statistiques des anomalies
Les lettres d'invitation ne sont pas déchargées	1	4	25%
Les pénalités de retard ne sont pas appliquées	3	4	75%
Défaut d'archivage des dossiers de marchés tel que défini dans le manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP	4	4	100%

7. ANNEXE

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la HAALSS
DISPOSITIF ORGANISATIONNEL			
PAS D'ANOMALIES SIGNIFICATIVES RELEVÉES			
AOO			
NON APPLICABLE			
DRP			
1	« Consommables pour la confection de badges, attribuée à SN DEV pour un montant de 6 100 600 FCFA TTC La lettre d'invitation adressée à SN DEV, attributaire du marché, n'est pas déchargée par ce dernier pour attester de sa bonne réception.	Nous recommandons à la HAALSS, de faire matérialiser la réception des lettres d'invitation par les candidats sélectionnés.	Pour SN DEV, la décharge est faite dans le cahier de transmission du courrier et non sur une copie de la lettre d'invitation comme c'est le cas des autres soumissionnaires. - L'attestation d'existence de crédit a été produite. copie (A) ci – joint.
2	Les clauses de pénalités de retard ne sont pas prises en compte.	Nous recommandons à la HAALSS de prévoir les clauses de pénalités de retard dans les contrats	Ce dossier de DRP, repris tel quel, a été préparé par l'ARMP pour la passation de ce type de marché. Le calendrier de livraison est inclus dans le bordereau descriptif et quantitatif. Aucun retard n'a été constaté dans la livraison.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la HAALSS
3	<p>Pour les DRPs :</p> <ol style="list-style-type: none"> « Fourniture de Macarons adhésifs, Transparents, autocollants d'accès véhicules à l'Aéroport », « Assurance flotte automobile », et « Fourniture de stickers autocollants en 07 couleurs rainés et perforés », <p>nous n'avons pas obtenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> les lettres d'invitation adressées aux candidats sélectionnés, les offres des soumissionnaires et l'attestation d'existence de crédit. 	<p>Nous recommandons à la HAALSS de mettre à la disposition des auditeurs l'ensemble des documents demandés dans le cadre de l'audit des marchés publics.</p>	<p><i>Les montants estimés des trois (3) DRP dont il s'agit n'atteignant pas les seuils prescrits pour la constitution de dossiers réduits pour la passation de marchés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Il s'agit là de commandes dispensées de forme écrite donnant lieu à règlement sur facture ou mémoire. La saisine écrite n'est pas nécessaire : la consultation est laissée à la libre appréciation de l'AC : nous n'avons donc pas émis d'invitations écrites à l'endroit des fournisseurs potentiels.</i> <p><i>(Réf. Circulaire n° 4/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 & Arrêté 12789/MEF du 26 décembre 2012.</i></p> <p><i>Ci – joint, les documents demandés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>les offres des soumissionnaires non retenus. (B)</i> <i>Bon de commandes des macarons adhésifs & Stickers autocollants. (C)</i>
4	<p>Commission des Marchés Décision portant nomination des membres : sans numéro ni date</p>		<p><i>Dite décision, à vous présentée, porte le numéro 058 / HAALSS / SG / SF du 8 janvier 2013 et elle est bien signée.</i></p> <p><i>Elle a été transmise, avec copies des attestations de prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique, à la DCMP et à l'ARMP par Bordereau n° 059 du 8 janvier 2013.</i></p> <p><i>La DCMP a accusé réception par lettre n° 0393 / MEF / DCMP / DSI / 03 du 28 janvier 2013.</i></p> <p><i>Ci – joint : copies des documents de référence. (D)</i></p>

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

Nous n'avons pas reçu les réponses de la Haute Autorité des Aéroports du Sénégal dans les délais.